


*Mission Permanente de Tunisie
à Genève*



البعثة الدائمة
للجمهورية التونسية
بجنيف

N° /  - - 4 6 5

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse présente ses compliments au Service des procédures spéciales (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), et se référant à la Communication Conjointe N°. AL TUN 4/2023 envoyée à la Tunisie en date du 30 mai 2023, au sujet de la situation de Mme. Sihem Ben Sedrine, ancienne présidente de l'Instance Vérité et Dignité (IVD), a l'honneur de Lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de l'Etat tunisien à ce sujet.

La Mission Permanente de Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres Organisation Internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Service des procédures spéciales (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme), l'assurance de sa très haute considération. 



Genève, le 08 décembre 2023

Service des procédures spéciales

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Palais des Nations • 1211 Genève 10, Suisse

ohchr-registry@un.org

**Projet de réponse de la Tunisie à la communication conjointe
des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales
du Conseil des droits de l'homme concernant
M^{me} Sihem Bensedrine**

AL TUN 4/2023

Cadre général

Le Gouvernement tunisien a reçu la communication conjointe n° AL TUN 4/2023 du 30 mai 2023 des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme suivants : Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains ; Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats et Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition.

Cette communication conjointe porte sur M^{me} Sihem Bensedrine, ancienne présidente de l'Instance Vérité et Dignité, journaliste et défenseuse des droits humains, qui a été interdite de quitter le territoire tunisien après avoir été inculpée dans le cadre d'une enquête sur le rapport final de ladite instance.

Le Gouvernement tunisien réaffirme que le dossier de M^{me} Bensedrine est traité dans le respect de l'état de droit et conformément aux instruments internationaux et au droit international humanitaire, et fournit les éclaircissements et les renseignements ci-après, en réponse aux points soulevés dans la communication conjointe. Ces réponses s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie la Tunisie pour s'acquitter de ses obligations internationales, notamment celles découlant de l'invitation permanente à se rendre sur le terrain et à présenter des communications relatives aux allégations de violations des droits de l'homme qu'elle a adressée en 2011 aux titulaires de mandats au titre des procédures spéciales, dans le but de favoriser la collaboration et le dialogue permanents et de contribuer ainsi au renforcement du système de protection des droits de l'homme.

**I. Principes juridiques et faits sur lesquels reposent les accusations
portées contre M^{me} Bensedrine et l'interdiction
qui lui est faite de quitter le territoire tunisien,
et conformité aux normes internationales**

Les enquêtes menées dans le cadre de la procédure d'instruction engagée contre M^{me} Bensedrine ont été ouvertes à la suite d'une plainte déposée par le Directeur général du contentieux administratif contre le représentant légal de l'Instance Vérité et Dignité et toute autre personne pouvant être impliquée dans la falsification du rapport final de l'Instance. Cette plainte a été enregistrée le 3 février 2021 par le parquet du tribunal de première instance de Tunis sous le numéro 15991 et a été soumise le 4 février 2021 à la Sous-Direction des affaires économiques et financières pour enquête.

Le procès-verbal d'enquête n° 158 a été achevé le 5 mai 2021 par la Sous-Direction et transmis au parquet du tribunal de première instance de Tunis 1, qui a décidé le 10 juin 2021 de renvoyer la plainte et les enquêtes connexes au parquet du pôle économique et financier pour action. Le 12 juillet 2021, le pôle économique et financier a décidé d'ouvrir une enquête sur toute personne soupçonnée d'avoir tiré profit de sa fonction d'agent public pour se procurer à elle-même ou procurer à un tiers un avantage injustifié, causer un préjudice à l'administration ou contrevenir aux règlements régissant certaines opérations en vue de la réalisation de l'avantage ou du préjudice précités, conformément aux articles 32, 82, 96, 98, 172, 175, 176 et 177 du Code pénal. L'affaire a été enregistrée sous le numéro 6/1229 et le premier juge d'instruction du sixième bureau du pôle a été chargé de l'enquête.

Les faits

Au départ, une requête a été soumise par [REDACTED], membre de l'Instance Vérité et Dignité, au Directeur général du contentieux administratif. À des fins de vérifications initiales, les services du Directeur général ont adressé à la présidence de la République une lettre pour demander que soit vérifiée la concordance du rapport final de l'Instance publié au Journal officiel de la République avec le rapport qui leur a été remis à la fin des travaux de l'Instance. L'absence de concordance entre ces deux rapports a été confirmée dans une lettre datée du 4 décembre 2020, signée par la Ministre directrice du cabinet du Président et adressée au Directeur général du contentieux administratif. Il était en outre indiqué dans cette lettre que le rapport final de l'Instance, établi conformément aux dispositions de l'article 67 de la loi organique n° 2013-53 du 24 décembre 2013 relative à l'instauration de la justice transitionnelle et son organisation, comportait des erreurs dans la partie traitant de l'affaire de la Banque franco-tunisienne opposant le dénommé [REDACTED] à l'État tunisien, qui était examinée par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

De fait, une copie du rapport final de l'Instance avait été déposée par la liquidatrice de l'Instance, M^{me} Sihem Bensedrine auprès des services de la présidence de la République le 31 décembre 2018. Un autre rapport, qui ne concordait pas avec le premier, avait été soumis à la présidence de la République et à la présidence de l'Assemblée des représentants du peuple à une date ultérieure. Puis, le 26 mars 2019, une nouvelle version du rapport final, différente des deux premières, avait été publiée sur le site Web de l'Instance.

Par conséquent, il existe au moins trois rapports non concordants, ce qui confirme les soupçons de fraude soulevés dans le procès-verbal, mais également par [REDACTED] membre de l'Instance Vérité et Dignité, notamment auprès de l'ancien Président de la République, par l'intermédiaire de l'huissier de justice [REDACTED], comme l'atteste le fichier n° 11266 du 29 mai 2020. Le rapport final soumis à la présidence de la République ne traitait pas du litige opposant le dénommé [REDACTED] à l'État tunisien dans l'affaire de la Banque franco-tunisienne. Il ne concordait pas non plus avec la version publiée au Journal officiel.

[REDACTED] affirme, dans une lettre qu'elle a signée et adressée au Directeur général du contentieux administratif le 25 février 2020, qu'aucune enquête n'a été menée par l'Instance Vérité et Dignité sur cette affaire et qu'après la clôture des travaux de l'Instance, la liquidatrice de cet organisme, M^{me} Bensedrine, a ajouté au rapport final plusieurs pages trafiquées. Ces pages (51 à 59) reprennent textuellement le récit de la partie adverse de l'État, [REDACTED], dans l'affaire de la Banque franco-tunisienne. Cela signifie que, dans le litige commercial lié à l'estimation du montant de l'amende en faveur de la partie adverse, la publication du rapport falsifié appuie la position de la partie adverse. S'ajoute à cela que le Directeur général du contentieux administratif, qui a régulièrement assisté dans les locaux de l'Instance Vérité et Dignité aux audiences d'arbitrage, jusqu'au 30 février 2018, n'a pas été entendu, et, que selon une correspondance électronique, il aurait reçu, le 27 décembre 2018, de la part de M^{me} Bensedrine une copie du rapport final, qui ne traitait que des créances irrécouvrables, et une copie du rapport de l'Instance consacré à la question du démantèlement du système de corruption. À noter que le 20 mai 2019, plusieurs membres de l'Instance, à savoir [REDACTED] ont signalé à M^{me} Bensedrine, par l'intermédiaire de l'huissier de justice [REDACTED]

des altérations graves du contenu du rapport final, qui étaient contraires à l'esprit de la justice transitionnelle. Les modifications et les ajouts susmentionnés nuisent à l'État tunisien dans le litige porté devant le CIRDI à Washington, sachant notamment que le rapport final de l'Instance attribue à l'État la responsabilité des faits en litige, ainsi que nombre de violations et d'atteintes visant l'investisseur, estimant les dommages subis par celui-ci à plus d'un milliard de dinars.

Le tribunal d'arbitrage ne s'est pas encore penché sur cette partie de l'affaire. Force est de constater que par la publication du rapport final au Journal officiel de la Tunisie, la position de la partie adverse, soit le dénommé [REDACTED], a été consignée dans un document officiel, au mépris du principe du caractère contradictoire de la procédure et des droits de la défense, alors que ni la position de l'État ni ses arguments n'ont été enregistrés ou consignés. Ledit rapport, publié au Journal officiel, a été intentionnellement invoqué par la partie adverse à l'audience du 13 juillet 2020, dans l'affaire n° 35 examinée par la chambre pénale au tribunal de première instance de Tunis.

Procédures et travaux d'enquête menés dans l'affaire

Le juge d'instruction a engagé les procédures et les travaux d'enquête suivants :

- Le 1^{er} octobre 2021, il a été décidé d'approuver la demande du Directeur général du contentieux administratif de se constituer partie civile dans l'affaire et de rendre cette décision publique ;
- Le 1^{er} octobre 2021, une lettre a été adressée à la Direction des frontières et des étrangers au sujet des déplacements transfrontaliers de M^{me} Sihem Bensedrine ;
- Le 4 octobre 2021, une commission rogatoire a été adressée à la Brigade des investigations et de la lutte contre l'évasion ;
- Le 6 octobre 2021, le Directeur général du contentieux administratif a été entendu ;
- Le 10 janvier 2022, le témoignage de [REDACTED] a été entendu ;
- Le 25 janvier 2022, le témoignage de [REDACTED] a été entendu ;
- Le 22 février 2022, une lettre a été adressée au Directeur du cabinet du Président pour demander une copie identique imprimée du rapport final de l'Instance Vérité et Dignité adopté par le Conseil de l'Instance le 30 décembre 2018 ;
- Le 23 février 2022, le témoignage de [REDACTED] a été entendu ;
- Le 28 septembre 2022, une décision de placement en détention a été rendue ;
- Le 21 novembre 2022, le témoignage de [REDACTED] a été entendu ;
- Le 22 novembre 2022, le témoignage de M^{me} Sihem Bensedrine a été entendu ;
- Le 20 février 2023, le dossier a été soumis au Procureur de la République pour examen ;
- Le 20 février 2023, le parquet a décidé d'inculper Sihem Ahmad Bensedrine d'abus de fonction dans le but de se procurer à elle-même ou de procurer à un tiers un avantage injustifié, de causer un préjudice à l'administration ou de contrevenir aux règlements régissant certaines opérations en vue de la réalisation de l'avantage ou du préjudice précités, de faux et usage de faux et de participation à de tels faits, conformément aux dispositions des articles 32, 82, 96, 98, 172, 175, 176 et 177 du Code pénal, et d'interroger l'intéressée à cet effet ;
- Le 22 février 2023, il a été décidé d'imposer une interdiction de voyage à Sihem Bensedrine ;
- Le 23 février 2023, une commission rogatoire a été adressée à la Première brigade centrale d'enquête sur les infractions financières complexes de la Garde nationale d'el Aouina ;

- Le 2 mars 2023, l'inculpée Sihem Bensedrine a été informée qu'elle faisait l'objet d'une interdiction de voyage ;
- Le 13 mars 2023, la Première brigade centrale d'enquête sur les infractions financières complexes de la Garde nationale d'el Aouina a rendu compte des résultats de ses travaux ;
- Le 8 mai 2023, les résultats de la mobilisation de la Première brigade centrale d'enquête sur les infractions financières complexes de la Garde nationale d'el Aouina ont été communiqués ;

L'instruction de l'affaire est en cours.

Interdiction de voyage

Il a été décidé d'imposer une interdiction de voyage à Sihem Bensedrine, à la suite de son inculpation, le 20 février 2023, pour abus de fonction dans le but de se procurer à elle-même ou de procurer à un tiers un avantage injustifié, de causer un préjudice à l'administration ou de contrevenir aux règlements régissant certaines opérations en vue de la réalisation de l'avantage ou du préjudice précités, et pour faux et usage de faux et participation à de tels faits, conformément aux dispositions des articles 32, 82, 96, 98, 172, 175, 176 et 177 du Code pénal.

Cette décision a été prise conformément aux dispositions de l'article 15 *bis* de la loi organique n° 2017-45 du 7 juin 2017 modifiant et complétant la loi n° 1975-40 du 14 mai 1975 relative aux passeports et documents de voyage, qui prévoit que « [l]e juge d'instruction saisi dans le cadre d'une procédure d'inspection est habilité à prendre une ordonnance portant interdiction de voyage de l'inculpé. Cette ordonnance doit être motivée. Elle doit être communiquée au Procureur de la République et exécutée immédiatement. L'ordonnance est notifiée à l'inculpé ou à son avocat par tout moyen laissant une trace écrite, au plus tard dans les trois jours suivant la date de son prononcé ».

Il convient d'indiquer que l'ordonnance relative à l'interdiction de voyage susmentionnée a été rendue, compte tenu de la gravité des faits reprochés à l'inculpée, qui a porté atteinte à la sécurité et à la paix sociale, et pour garantir le bon déroulement de l'instruction, d'autres enquêtes, mesures et opérations techniques, notamment, étant encore nécessaires pour élucider l'affaire.

Cette interdiction peut être levée par le juge d'instruction d'office ou à la demande de l'inculpé ou de son avocat ou encore à la demande du Procureur de la République. Si aucune décision n'a été rendue, le dossier est directement transmis à la chambre d'accusation dans un délai de quatre jours à compter de la date de sa soumission. Les ordonnances du juge d'instruction portant interdiction de voyage ou la refusant sont susceptibles d'appel devant la chambre d'accusation, conformément aux dispositions de l'article 15 *ter* de la loi n° 45 susmentionnée.

II. Mesures prises pour garantir la compatibilité des procédures judiciaires engagées contre M^{me} Sihem Bensedrine avec les normes internationales relatives à l'application du principe de procès équitable et au respect des procédures régulières et de l'indépendance du pouvoir judiciaire

Toutes les mesures prises pour garantir la compatibilité des procédures judiciaires engagées contre M^{me} Sihem Bensedrine avec les normes internationales relatives à l'application du principe de procès équitable et au respect des procédures régulières et de l'indépendance du pouvoir judiciaire ont été décrites dans la partie précédente.

Dans ce contexte, il convient d'indiquer que les unités de police judiciaire mènent leurs travaux sous la supervision du parquet et conformément à ses directives, dans le respect de la législation nationale en vigueur et des normes internationales relatives aux droits de l'homme établies par les conventions et les protocoles ratifiés par l'État tunisien, que les agents des forces de l'ordre sont tenus de respecter.

Toujours dans ce contexte, il convient de souligner les points suivants :

- La procédure d'instruction n° 1229/6 concernant l'inculpée Sihem Bensedrine se déroule normalement et continue d'être menée par le sixième bureau d'instruction du pôle judiciaire économique et financier ;
- Le juge d'instruction saisi du dossier a mené sans heurt un ensemble de procédures et de travaux d'enquête visant à élucider les faits ;
- Les ordonnances rendues par le juge d'instruction, en particulier l'interdiction de voyage visant l'inculpée Sihem Bensedrine, sont conformes à la législation et s'inscrivent dans le cadre du pouvoir discrétionnaire conféré au juge pour lui permettre de prendre les mesures propres à garantir le bon déroulement et l'efficacité des enquêtes.

III. Mesures prises pour assurer la protection des anciens membres de l'Instance Vérité et Dignité contre toute forme de représailles liées à leurs travaux

Dans ce contexte, il convient d'indiquer que les poursuites judiciaires engagées dans cette affaire ne concernent que la représentante légale de l'Instance Vérité et Dignité, M^{me} Sihem Bensedrine, et qu'à ce jour aucune autre personne, membre de l'Instance ou affiliée à celle-ci, n'a été poursuivie pour des actes ou des faits liés à ses activités au sein de cet organisme.

De fait, selon l'article 69 de la loi organique n° 2013-53 du 24 décembre 2013 relative à la justice transitionnelle, « [a]ucun des membres et fonctionnaires de l'instance, ou toute personne ayant accompli une mission à la demande de l'instance, ne sont tenus responsables du contenu des rapports, des conclusions, des avis ou des recommandations exprimés en application des dispositions de la présente loi ».

Cet article énonce les garanties offertes aux membres et aux fonctionnaires de l'Instance Vérité et Dignité, en vertu de la loi organique relative à la justice transitionnelle, dans le cadre strict de l'exercice de leurs fonctions. Il s'agit d'une forme d'immunité circonstancielle visant à garantir l'accomplissement du mandat de l'Instance tel qu'il est défini par la loi, notamment les tâches prévues à l'article 67 de la loi organique relative à la justice transitionnelle, telles que la publication des vérités établies après vérification et enquête et la détermination des responsabilités. Selon l'article 33 de la même loi : « [L]es membres et les agents de l'instance sont tenus de s'abstenir de tout acte ou comportement portant préjudice à la réputation de l'instance ».

Pour ce qui est de la possibilité d'engager des poursuites contre un membre de l'Instance, la loi organique relative à la justice transitionnelle prévoit ce qui suit :

Article 34

« Les membres de l'Instance, y compris son président, ne peuvent être poursuivis pour crime ou délit commis dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions qu'après levée de leur immunité par vote des deux tiers des membres de l'Instance. Toutefois, en cas de flagrant délit, le membre concerné peut être arrêté. L'instance doit en être immédiatement informée. »

Article 35

« Les membres, les agents et les collaborateurs de l'Instance sont considérés comme fonctionnaires publics au sens des dispositions de l'article 82 du Code pénal. »

Par conséquent, les membres et les agents de l'Instance Vérité et Dignité ne bénéficient pas d'une immunité absolue. Ils sont considérés comme des fonctionnaires au sens de l'article 82 du Code pénal et sont, à ce titre, soumis aux lois pénales en vigueur s'ils commettent un acte réprimé par la loi, pendant ou après l'exercice de leurs fonctions. Ils bénéficient des garanties d'une procédure régulière, tout comme les autres citoyens tunisiens.

IV. Mesures prises par le Gouvernement pour préserver les travaux réalisés par l'Instance Vérité et Dignité et sauvegarder ses archives, y compris les conclusions et recommandations contenues dans son rapport, ainsi que les procédures judiciaires engagées à la suite de ses travaux

L'article 67 de la loi organique relative à la justice transitionnelle définit les derniers travaux devant être accomplis par l'Instance et les résultats attendus à cet égard. Ainsi, il prévoit à l'alinéa 2 la présentation d'un rapport global et final qui couvre la période allant de la création de l'Instance jusqu'à l'achèvement de ses travaux comportant :

- Les vérités établies après vérification et enquête, la détermination des responsabilités, les motifs des violations prévues par ladite loi et les recommandations garantissant que ces violations ne se reproduisent plus ;
- Les mesures à prendre pour favoriser la réconciliation nationale et la protection des droits des personnes, en particulier les droits des femmes, des enfants, des personnes ayant des besoins spécifiques et des personnes vulnérables ;
- Les recommandations, propositions et procédures destinées à renforcer la structure démocratique et à contribuer à l'édification de l'état de droit ;
- Les recommandations et les propositions relatives aux réformes politiques, administratives, économiques, sécuritaires, judiciaires, médiatiques, éducatives, culturelles et autres réformes qu'elle juge nécessaires pour éviter le retour à la répression, à la dictature, à la violation des droits de l'homme et à la mauvaise gestion des deniers publics.

Conformément aux dispositions de l'article 67 susmentionné, et à la suite des délibérations tenues en séance plénière le 30 décembre 2018 et de l'adoption du rapport final dans son ensemble, le rapport final complet de l'Instance a été publié au Journal officiel n° 59 du 20 juin 2020.

Selon l'article 68 de la loi organique relative à la justice transitionnelle, « [l]es travaux de l'instance sont clôturés au terme de la période prévue par la loi. L'instance confie la totalité de ses documents et dossiers aux archives nationales ou à une institution de préservation de la mémoire nationale créée à cet effet ».

Il convient de préciser que les données d'archive et les documents de l'Instance Vérité et Dignité ont été conservés dans un cadre sûr, conformément à la réglementation et aux procédures appliquées en la matière. Elles sont mises à la disposition des magistrats pour éclairer leurs travaux au service de la justice.

En outre, s'agissant des procédures judiciaires engagées sur la base des travaux de l'Instance, il convient de souligner que comme suite à la décision que l'Assemblée des représentants du peuple a prise à sa session plénière du 26 mars 2018 de ne pas proroger le mandat de l'Instance à l'expiration de la période prévue par la loi, le Ministère chargé des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des droits de l'homme et la présidence de l'Instance Vérité et Dignité ont fait une déclaration conjointe, le 24 mai 2018, dans laquelle ils ont défini les obligations juridiques mises à la charge de l'Instance, principalement : la transmission des dossiers de violations graves des droits de l'homme aux chambres spécialisées créées, conformément aux dispositions de la loi relative à la justice transitionnelle, au sein des tribunaux de première instance siégeant dans les cours d'appel (dont la plus récente a été créée en vertu du décret gouvernemental n° 1382 du 19 décembre 2016), et la communication du rapport final complet au Président de la République, au Président de l'Assemblée des représentants du peuple et au Chef du Gouvernement.

V. Mesures prises pour permettre aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme, y compris les acteurs de la société civile et tous les militants des droits de l'homme, de travailler dans un environnement favorable et de mener leurs activités légitimes sans craindre d'être harcelés, stigmatisés ou poursuivis en justice

Sur le plan juridique, la Constitution, en particulier l'article 37, garantit les libertés d'opinion, de pensée, d'expression, d'information et de publication, qui s'exercent dans la limite des impératifs de la sûreté publique et de la défense nationale prévus par la loi, aux termes de l'article 55 libellé comme suit : « [a]ucune restriction ne peut être apportée aux droits et libertés garantis par la présente Constitution qu'en vertu d'une loi et pour répondre aux exigences d'un régime démocratique et en vue de sauvegarder les droits d'autrui ou pour répondre aux impératifs de la sûreté publique, de la défense nationale ou de la santé publique. Ces restrictions ne doivent pas porter atteinte à la substance des droits et libertés garantis par la présente Constitution, et elles doivent être justifiées par leurs objectifs et proportionnelles à leurs justifications ». Ces libertés comprennent le droit à l'information et le droit d'accès à l'information, notamment dans l'espace numérique et virtuel, garanti par la Constitution, dont l'article 38 dispose que « [l]'État garantit le droit à l'information et le droit d'accès à l'information. L'État œuvre en vue de garantir le droit d'accès aux réseaux de communication ».

En outre, le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations garantit à l'article premier la liberté de constituer des associations, d'y adhérer, d'y exercer des activités et le renforcement du rôle des organisations de la société civile ainsi que leur développement et le respect de leur indépendance.

Le décret-loi n° 2011-115 du 2 novembre 2011 relatif à la liberté de la presse, l'imprimerie et l'édition contient aussi des dispositions en ce qui concerne :

- **La liberté d'expression** : « Le droit à la liberté d'expression est garanti et s'exerce conformément aux stipulations du pacte international sur les droits civils et politiques, des autres traités y relatifs ratifiés par la République tunisienne et aux dispositions du présent décret-loi. Le droit à la liberté d'expression comprend la libre circulation des idées, des opinions et des informations de toute nature, leur publication, leur réception et leur échange. La liberté d'expression ne peut être restreinte qu'en vertu d'un texte de nature législative et sous réserve : qu'il ait pour but la poursuite d'un intérêt légitime consistant dans le respect des droits et la dignité d'autrui, la préservation de l'ordre public ou la protection de la défense et de la sûreté nationales et qu'il soit nécessaire et proportionné aux mesures qui doivent être adoptées dans une société démocratique, sans qu'il puisse constituer un risque d'atteinte au droit substantiel de la liberté d'expression et de l'information »¹.
- **La protection juridique des sources des journalistes** : « Sont protégées les sources du journaliste dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les sources de toute personne qui contribue à la confection de la matière journalistique. Il ne peut être procédé à la violation du secret de ces sources directement ou indirectement que pour un motif impérieux de sûreté de l'État ou de défense nationale et sous le contrôle de l'autorité juridictionnelle². Est considérée comme violation du secret des sources, toutes enquêtes, tous actes de recherche et d'investigation, toutes écoutes de correspondances ou de communications, effectués par l'autorité publique à l'encontre du journaliste pour découvrir ses sources ou à l'encontre de toute personne entretenant avec lui des relations particulières³. Le journaliste ne peut faire l'objet d'aucune pression, de n'importe quelle autorité et il ne peut être également exigé d'un quelconque journaliste ou d'une quelconque personne participant à la confection de

¹ Art. 1^{er}.

² Art. 11, al. 1.

³ Art. 11, al. 2.

la matière journalistique de révéler ses sources d'information, sauf autorisation du juge judiciaire compétent et sous réserve que ces informations soient relatives à des infractions présentant un risque grave pour l'intégrité physique d'autrui, que leur divulgation soit nécessaire pour prévenir la commission de telles infractions et qu'elles soient du type d'informations ne pouvant être obtenues par tout autre moyen »⁴.

- **Protection spéciale des journalistes** : « Les opinions émises par le journaliste et les informations qu'il est amené à publier ne peuvent constituer un prétexte pour porter atteinte à sa dignité ou à son intégrité physique ou morale »⁵. Cet article définit le pouvoir discrétionnaire qui est conféré au juge pour qu'il se prononce dans les affaires engagées contre des journalistes. À cet égard, le décret-loi n° 2011-115 dispose que « [l]e journaliste ne peut, être tenu pour responsable d'une opinion, idée ou information qu'il aura publiée conformément aux usages et déontologie de la profession, il ne peut également être tenu pour responsable en raison de ses fonctions que s'il est établi qu'il a violé les dispositions du présent décret-loi »⁶. Dans le même contexte, des sanctions pénales sont également prévues contre « [q]uiconque insulte un journaliste ou l'agresse, par paroles, gestes, actes ou menaces, dans l'exercice de ses fonctions »⁷.

En outre, le décret-loi n° 2011-116 du 2 novembre 2011 consacre la liberté de la communication audiovisuelle et prévoit la création de la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle.

Sur le plan pratique, il convient d'indiquer que la Direction générale des droits de l'homme a été créée au sein du Ministère de l'intérieur, en vertu du décret gouvernemental n° 2017-737. Elle reçoit et traite les plaintes relatives aux droits de l'homme, et écoute, conseille et oriente les personnes.

À cela s'ajoutent les responsabilités confiées au Service de l'information et des communications du bureau chargé, dans le cadre de ses compétences, d'établir des liens avec les médias et de réglementer leurs relations avec les structures du Ministère. Le bureau est assisté dans ce domaine par les services sectoriels des communications et des médias dans les corps de la Police nationale, de la Garde nationale et de la protection civile. Cela témoigne de la volonté du Ministère de renforcer encore sa politique relative aux communications, compte tenu du rôle essentiel et efficace que celles-ci jouent dans la promotion du respect des principes et des valeurs des droits de l'homme, de l'état de droit, ainsi que de la culture de la coopération et du partenariat avec toutes les composantes qui s'occupent des questions de sécurité, y compris les journalistes et les professionnels des médias, conformément à la loi.

En application des dispositions de la loi organique n° 2016-22 du 24 mars 2016 relative au droit d'accès à l'information, le Ministère de l'intérieur a nommé un chargé d'accès à l'information qui reçoit et traite les demandes d'accès aux informations relevant des attributions du Ministère, en coordination avec les structures concernées.

⁴ Art. 11, al. 3.

⁵ Art. 12.

⁶ Art. 13.

⁷ Art. 14.



مشروع ردّ الدولة التونسية على البلاغ المشترك الصادر عن الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان بخصوص السيدة "سهام بن سدرين" AL TUN 4/2023

الإطار العام:

تلقت الدولة التونسية البلاغ المشترك رقم AL TUN 4/2023 المؤرخ في 30 ماي 2023 والصادر عن آلية الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الإنسان ممثلة في المقررة الخاصة المعنية بدعم وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير والمقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان والمقررة الخاصة المعنية باستقلالية القضاة والمحامين والمقرر الخاص المعني بتعزيز الحقيقة والعدالة والجبر و ضمانات عدم التكرار.

ويتعلق البلاغ المشترك بالسيدة "سهام بن سدرين"، الرئيسة السابقة لهيئة الحقيقة والكرامة وصحفية ومدافعة عن حقوق الإنسان، وذلك بخصوص منعها من مغادرة التراب التونسي بعد الاتهامات الموجهة إليها على إثر التحقيق معها حول التقرير النهائي الصادر عن هيئة الحقيقة والكرامة.

وإذ تجددّ الدولة التونسية تأكيدها على أنها تتعامل مع ملف السيدة "سهام بن سدرين" وفقا للمواثيق الدولية والقانون الدولي الإنساني في كنف احترام سيادة القانون، فإنها تقدم التوضيحات والمعلومات المطلوبة حول النقاط التي تمت إثارتها بالبلاغ المشترك، وذلك في إطار وفاء تونس بالتزاماتها الدولية خاصة منها الالتزامات الناجمة عن الدعوة المفتوحة التي تقدمت بها لآلية الإجراءات الخاصة سنة 2011 للقيام بزيارات ميدانية وتقديم البلاغات المتعلقة بادعاءات انتهاكات حقوق الإنسان، دعما للتعاون والحوار الدائمين الهادفين لتعزيز منظومة حقوق الإنسان.

I) الأسس القانونية والواقعية المعتمدة والمتعلقة بالتهم الموجهة للسيدة "سهام بن

سدرين" وبمسألة منعها من مغادرة التراب التونسي ومدى تطابق هذه الأسس

مع المعايير الدولية:

تمثل منطلق الأبحاث في القضية التحقيقية المنشورة ضد السيدة سهام بن سدرين في شكاية تقدم بها المكلف العام بنزاعات الدولة ضد الممثل القانوني لهيئة الحقيقة والكرامة وكل من سيكشف عنه البحث من أجل شبهات تدليس على مستوى التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة ضمننت لدى النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس تحت عدد 15991 بتاريخ 2021/02/03 وجهت إلى الإدارة الفرعية للأبحاث الاقتصادية والمالية للبحث بتاريخ 2021/02/04.

أنهت الإدارة الفرعية للأبحاث الاقتصادية والمالية نتيجة أبحاثها صلب محضر البحث عدد 158 بتاريخ 2021/05/05 إلى النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بتونس 1 والتي قررت بتاريخ 2021/06/10 إحالة الشكاية والأبحاث المجرأة فيها للتعهد إلى النيابة العمومية بالقطب القضائي الاقتصادي والمالي والتي قررت بتاريخ 2021/07/12 فتح بحث تحقيقي ضد كل من سيكشف عنه البحث من أجل استغلال موظف عمومي صفته لاستخلاص فائدة لا وجه لها لنفسه ولغيره وللإضرار بالإدارة ومخالفة الترتيب المنطبقة على تلك العمليات لتحقيق الفائدة وألحاق الضرر المشار إليهما والتدليس ومسك واستعمال مدلس والمشاركة في ذلك طبق أحكام الفصول 32 و82 و96 و98 و172 و175 و176 و177 من المجلة الجزائية ورسمت القضية تحت عدد 6/1229 وعهد بالبحث لقاضي التحقيق الأول بالمكتب السادس.

في خصوص وقائع القضية:

انبنى منطلق القضية على عريضة وردت على المكلف العام بنزاعات الدولة من احدى عضوات هيئة الحقيقة والكرامة المدعوة ابتهاج عبد اللطيف وفي إطار التثبيت الأولي قامت مصالح المكلف العام بنزاعات الدولة بمراسلة رئاسة الجمهورية للاستفسار عن وجود تطابق من عدمه بين التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة المنشور على منصة المطبعة الرسمية وبين التقرير المسلم لتلك المصالح بمناسبة انتهاء مهام الهيئة المشار إليها وقد اكدت رئاسة الجمهورية من خلال مراسلة مؤرخة في 2020/12/04 موجهة الى المكلف العام بنزاعات الدولة وممضاة من قبل الوزيرة مديرة الديوان الرئاسي عدم تطابق بين التقريرين المذكورين وان تقرير هيئة الحقيقة والكرامة النهائي المعد طبق أحكام الفصل 67 من القانون الأساسي عدد 53 لسنة 2013 المؤرخ في 2013/12/24 المتعلق بإرساء العدالة الانتقالية وتنظيمها شابهته إخلالات في خصوص ما يتعلق بقضية البنك الفرنسي التونسي BFT المنشورة من قبل المدعو عبد المجيد بون ضد الدولة التونسية لدى المركز الدولي لفض نزاعات الاستثمار CIRDI ذلك ان مصفية الهيئة المدعوة سهام بن سدرين قد اودعت بتاريخ 2018/12/31 نسخة من التقرير الختامي بمصالح رئاسة الجمهورية وبتاريخ لاحق اودعت برئاسة الحكومة ورئاسة مجلس نواب الشعب تقريرا آخر غير مطابق للأول كما تولت لاحقا بتاريخ 2019/03/26 نشر نسخة جديدة للتقرير الختامي مغايرة بموقع الهيئة وهذا يعني ان هناك ثلاث تقارير على الأقل مختلفة فيما بينها مما يؤكد وجود شبهة تدليس مثلما هو مبين بمحضر إعلام ولفت نظر الموجه من قبل العضو بهيئة الحقيقة والكرامة ابتهاج عبد اللطيف والموجه إلى رئيس الحكومة السابق عن طريق عدل التنفيذ نور الدين زغاب حسب رقيمه عدد 11266 بتاريخ 2020/05/29 وان التقرير الختامي المودع برئاسة الجمهورية قد خلا من التعرض الى النزاع القائم مع المدعو عبد المجيد بون خصم الدولة التونسية في النزاع التحكيمي المتعلق بقضية البنك الفرنسي التونسي BFT ، كما انه لم يكن متطابقا مع التقرير المنشور على منصة المطبعة الرسمية وان عضو هيئة الحقيقة والكرامة ابتهاج عبد اللطيف اكدت من خلال المراسلة الممضاة من طرفها والموجهة الى المكلف العام بنزاعات الدولة في 2020/02/25 انه لم يقع أي تحقيق صلب الهيئة بخصوص قضية البنك الفرنسي التونسي وان مصفية الهيئة سهام بن سدرين اضافت بعد انتهاء اعمال الهيئة عدة صفحات بالتقارير الختامية المتلاعب بها وتلك الصفحات تمتد أرقامها من 51 إلى 59 وتبنت صلبها حرفيا رواية خصم الدولة التونسية المدعو عبد المجيد بون في قضية البنك الفرنسي التونسي وهذا يعني أن نشر التقرير المدلس دعم موقفه في النزاع التجاري حول تقدير الغرامات المسندة لفائدته وعلاوة على ذلك فإنه لم يتم سماع المكلف العام بنزاعات الدولة الذي كان يحضر بصفة دورية بمقر الهيئة بالجلسات التحكيمية إلى غاية 2018/02/30 وان مصفية الهيئة سهام بن سدرين قد احوالت عليه بتاريخ 2018/12/27 نسخة من التقرير النهائي الذي اقتصر على تناول مسألة القروض الهالكة CREDITS CARBONES دون غيرها حسب نسخة من المراسلة الالكترونية في هذا الخصوص

ونسخة من تقرير الهيئة المتعلق بالجزء الخاص بتفكيك منظومة الفساد وأنه سبق لأعضاء الهيئة كل من ابتهال عبد اللطيف وعلي رضوان غراب وصلاح الدين راشد أن تولوا بتاريخ 20/05/2019 عن طريق عدل التنفيذ نور الدين زغاب حسب رقمه عدد 9895 التنبيه على مصفية هيئة الحقيقة والكرامة سهام بن سدرين إعلامها بوقوع تحوير جسيم في مضمون التقرير الختامي بما يتنافى مع روح العدالة الانتقالية وان من شأن التغييرات والاضافات المشار إليها أنفا الأضرار بموقف الدولة التونسية في النزاع التحكيمي المنشور لدى المركز الدولي لفض نزاعات الاستثمار بواشنطن خاصة ان التقرير الختامي للهيئة قد تضمن الإقرار بمسؤولية الدولة وقيامها بعدد التجاوزات والانتهاكات ضد المستثمر مع تقدير الأضرار بما يفوق المليار دينار والحال ان الهيئة التحكيمية لم تنظر بعد في هذا الفرع من الدعوى ويضاف الى ذلك انه قد تم تمكين خصم الدولة المدعو عبد المجيد بودن من وثيقة دون ان يتم اعتماد مبدأ المواجهة واحترام حقوق الدفاع المتمثلة في التقرير الختامي المنشور على منصة المطبعة الرسمية للبلاد التونسية كما لم يتم تسجيل موقف الدولة والتنصيص على دفعاتها وقد تعمد خصم الدولة المذكور المدعو عبد المجيد بودن التمسك بنفس التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة المنشور على منصة المطبعة الرسمية للبلاد التونسية في القضية عدد 35 بالدائرة الجنائية المختصة بالمحكمة الابتدائية بتونس بجلسة 2020/07/13.

في خصوص الإجراءات والأعمال الاستقرائية المنجزة في القضية:

أنجز قاضي التحقيق الإجراءات والأعمال الاستقرائية التالية:

- بتاريخ 2021/10/01 اتخاذ قرار في قبول مطلب في القيام بالحق الشخصي المقدم من المكلف العام بنزاعات الدولة والإعلام به
- بتاريخ 2021/10/01 توجيه مكتوب لإدارة الحدود والأجانب في التحركات الحدودية للمسماة سهام بن سدرين.
- بتاريخ 2021/10/04 إصدار إنابة عدلية لفرقة الأبحاث والتهرب الجبائي
- بتاريخ 2021/10/06 سماع المكلف العام بنزاعات الدولة
- بتاريخ 2022/01/10 سماع الشهادة ابتهال عبد اللطيف
- بتاريخ 2022/01/25 سماع الشاهد كريم عجلاني
- بتاريخ 2022/02/22 توجيه مكتوب لمدير الديوان الرئاسي في طلب الحصول على نظير وزرقي من التقرير الختامي لهيئة الحقيقة والكرامة المصادق عليه من قبل مجلس الهيئة بتاريخ 2018/12/30.
- بتاريخ 2022/02/23 سماع الشاهد صلاح الدين راشد
- بتاريخ 2022/09/28 اتخاذ قرار في الحجز
- بتاريخ 2022/11/21 سماع الشاهد علي غراب
- بتاريخ 2022/11/22 سماع الشهادة سهام بن سدرين
- بتاريخ 2023/02/20 عرض ملف القضية على وكيل الجمهورية للاطلاع
- بتاريخ 2023/02/20 اتخاذ النيابة العمومية قرار في توجيه تهمة استغلال موظف عمومي صفته لاستخلاص فائدة لا وجه لها لنفسه ولغيره والأضرار بالإدارة ومخالفة التراتيب المنطبقة على تلك العمليات لتحقيق الفائدة وإلحاق الضرر المشار إليهما والتدليس واستعمال مدلس والمشاركة في ذلك طبق أحكام الفصول 32 و82 و96 و98 و172 و175 و176 و177 من المجلة الجزائية على المظنون فيها سهام بنت أحمد بن سدرين واستنطاقها من أجل ذلك.
- بتاريخ 2023/02/22 اتخاذ قرار في تحجير السفر على سهام بن سدرين

- بتاريخ 2023/02/23 اصدار إنابة عدلية للفرقة المركزية الأولى للبحث في الجرائم المالية المتشعبة للحرس الوطني بالعوينة
- بتاريخ 2023/03/02 إعلام المظنون فيها سهام بن سدرين بقرار تحجير السفر
- بتاريخ 2023/03/13 إحالة نتائج أعمال الفرقة المركزية الأولى للبحث في الجرائم المالية المتشعبة للحرس الوطني بالعوينة على مصدرها.
- بتاريخ 2023/05/08 إحالة نتيجة تسخير من الفرقة المركزية الأولى للبحث في الجرائم المالية المتشعبة للحرس الوطني بالعوينة
- الأبحاث في القضية لازالت جارية.

في خصوص قرار تحجير السفر:

تم اتخاذ قرار تحجير السفر ضد المظنون فيها سهام بن سدرين، وذلك بعد أن وجهت لها بتاريخ 2023/02/20 تهمة استغلال موظف عمومي صفته لاستخلاص فائدة لا وجه لها لنفسه ولغيره والاضرار بالإدارة ومخالفة الترتيب المنطبقة على تلك العمليات لتحقيق الفائدة وإلحاق الضرر المشار إليهما والتدليس واستعمال مدلس والمشاركة في ذلك طبق أحكام الفصول 32 و82 و96 و98 و172 و175 و176 و177 من المجلة الجزائية.

ولقد تم اتخاذ قرار تحجير السفر استنادا إلى أحكام الفصل 15 مكرر من القانون الأساسي عدد 45 لسنة 2017 المؤرخ في 2017/6/7 المتعلق بتنقيح القانون عدد 40 لسنة 1975 المؤرخ في 1975/5/14 المتعلق بجوازات ووثائق السفر الذي ينص على انه "لقاضي التحقيق في إطار قضية تحقيقية متعهد بها اتخاذ قرار في تحجير السفر على المظنون فيه ويكون القرار معللا وينفذ فوراً بعد إحالته على وكيل الجمهورية للاطلاع ويعلم به المظنون فيه او محاميه باي وسيلة تترك اثرا كتابيا في غضون ثلاثة أيام من تاريخ صدوره على اقصى تقدير"

كما تجدر الملاحظة ان قرار تحجير السفر المذكور تم اتخاذه بالنظر لخطورة الأفعال المنسوبة للمظنون فيها ومساسها بالأمن والسلم الاجتماعي ولضمان سلامة الأبحاث في القضية التي لازالت تستوجب مزيدا من الاستقرارات واجراء الاختبارات الفنية وغيرها من الاعمال الاستقرائية الكاشفة للحقيقة.

هذا مع العلم وأن قرار تحجير السفر يمكن الاذن برفعه تلقائيا من قبل قاضي التحقيق او بطلب من المظنون فيه او محاميه او بناء على طلب من وكيل الجمهورية وفي صورة عدم البت فيه في أجل أربعة أيام من تاريخ تقديمه يقدم المطلب مباشرة إلى دائرة الاتهام كما ان قرارات قاضي التحقيق المتعلقة بتحجير السفر قبولاً او رفضاً قابلة للاستئناف لدى دائرة الاتهام عملاً بأحكام الفصل 15 ثالثاً من القانون عدد 45 المذكور.

(II) التدابير المتخذة لضمان تطابق الإجراءات القضائية حيال السيدة "سهام بن سدرين" مع المعايير الدولية، وذلك بخصوص تطبيق مبدأ المحاكمة العادلة و الإجراءات القانونية واجبة التطبيق و استقلالية السلطة القضائية:

تم صلب النقطة السابقة إبراز كل التدابير المتخذة لضمان تطابق الإجراءات القضائية حيال السيدة "سهام بن سدرين" مع المعايير الدولية، وذلك بخصوص تطبيق مبدأ المحاكمة العادلة و الإجراءات القانونية واجبة التطبيق واستقلالية السلطة القضائية.

كما تجدر الملاحظة في هذا الإطار أيضا أن الوحدات الأمنية المختصة في المجال العدلي تباشر أعمالها تحت إشراف النيابة العمومية وطبقا لتعليماتها وذلك في إطار احترام القوانين والتشريعات الوطنية الجاري بها العمل وفي كنف الالتزام بالمعايير الدولية لحقوق الإنسان الملزمة لأعوان إنفاذ القوانين والواردة بالاتفاقيات والبروتوكولات المصادق عليها من طرف الدولة التونسية.

أضف إلى ذلك، تجدر الإشارة في هذا السياق إلى النقاط التالية:

- ان القضية التحقيقية عدد 6/1229 المتعلقة بالمظنون فيها سهام بن سدرين تسير سيرا عاديا وهي لا تزال منشورة لدى مكتب التحقيق السادس بالقطب القضائي الاقتصادي والمالي.
- أن قاضي التحقيق المتعهد بالملف أنجز بصفة مسترسلة جملة من الإجراءات والأعمال الاستقرائية بهدف كشف الحقيقة.
- أن القرارات المتخذة من قبل قاضي التحقيق وعلى وجه الخصوص قرار تحجير السفر على المظنون فيها سهام بن سدرين كان في إطار ما يحوله القانون وفي نطاق تقديره لاتخاذ التدابير اللازمة لضمان سلامة الأبحاث ونجاحتها.

III) التدابير المتخذة لضمان حماية الأعضاء القدامى لهيئة الحقيقة والكرامة ضد كل أشكال الأعمال الانتقامية بسبب أشغالهم المنجزة صلبها.

تجدر الإشارة في هذا الإطار إلى أن التتبع القضائي في موضوع الحال مقتصر على الممثلة القانونية لهيئة الحقيقة والكرامة في شخص السيدة "سهام بن سدرين" ولم يتم إلى حد التاريخ تتبع أعضائها ومنتسبيها من أجل أفعال ووقائع لها علاقة بالأعمال المنجزة من قبلهم.

أضف إلى ذلك، فإن الفصل 69 من القانون الأساسي للعدالة الانتقالية عدد 53 لسنة 2013 المؤرخ في 24 ديسمبر 2013 ينص على أنه "لا يتحمل أعضاء الهيئة وأعوانها وأي شخص أدى مهمته بتكليف من الهيئة مسؤولية حول أي من محتويات التقارير أو الاستنتاجات أو واجهات النظر أو التوصيات المعبر عنها تطبيقا لأحكام هذا القانون".

ويرتبط مضمون هذا الفصل المتعلق بالضمانات المكفولة لأعضاء هيئة الحقيقة والكرامة وأعوانها بالوظيفة التي يشغلونها بمقتضى القانون الأساسي للعدالة الانتقالية وتنتهي بنهايتها، وهي من نوع الحصانة الظرفية التي تهدف إلى تحقيق مهام الهيئة كما ضبطها القانون، ومن أهمها مثل ما ورد بالفصل 67 من القانون الأساسي للعدالة الانتقالية نشر الحقائق التي توصلت إليها بعد التثبت والتحقيق، وتحديد المسؤوليات، كما أوجب القانون الفصل 33 على أعضاء الهيئة وأعوانها أن يتجنبوا كل تصرف أو سلوك من شأنه المس من اعتبارها وهيبتها.

أما بخصوص إمكانية التتبع القضائي لأحد أعضاء الهيئة فقد أجاب عليه القانون الأساسي للعدالة الانتقالية كالتالي:

الفصل 34:

لا يمكن تتبع أي من أعضاء الهيئة بما فيهم رئيسها من أجل جنائية أو جنحة ارتكبت أثناء ممارستهم لمهامهم أو بمناسبتها إلا بعد رفع الحصانة عنه بثلاثي أعضاء الهيئة غير أنه في حالة التلبس بالجريمة يجوز إيقاف العضو المعني وفي هذه الحالة تعلم الهيئة فورا بذلك.

الفصل 35:

يعتبر أعضاء الهيئة والعاملون معها موظفون عموميون على معنى الفصل 82 من المجلة الجزائية. وبالتالي ليس هناك حصانة مطلقة لأعضاء هيئة الحقيقة والكرامة وأعاونها وإنما اعتبرهم القانون موظفين عموميين على معنى أحكام الفصل 82 من المجلة الجزائية، وتنطبق عليهم والحالة تلك القوانين الجزائية السارية المفعول في صورة ارتكابهم لفعل مجرم قانونا أثناء أو بعد أدائهم لوظيفتهم كما يتمتعون بنفس ضمانات التقاضي المخولة لكل مواطن.

(IV) التدابير المتخذة من قبل الحكومة لحفظ الأعمال المنجزة من قبل هيئة الحقيقة والكرامة وأرشيدها، بما في ذلك الاستنتاجات والتوصيات المضمنة بتقريرها، والإجراءات القضائية المتخذة بناء على أعمال الهيئة :

حدد الفصل 67 من القانون الأساسي للعدالة الانتقالية مجال الأعمال الختامية للهيئة والنتائج المطالبة بتحقيقها حيث اقتضت أحكام المطة الثانية منه تقديم تقرير ختامي شامل منذ إنشاء الهيئة وحتى انتهاء مهامها يتضمن:

- الحقائق التي توصلت إليها بعد التثبت والتحقيق وتحديد المسؤوليات والأسباب التي أدت إلى الانتهاكات المشمولة بهذا القانون والتوصيات الكفيلة بعدم تكرارها في المستقبل،
- بيان التدابير الواجب اتخاذها للتشجيع على المصالحة الوطنية وحماية حقوق الأفراد وعلى الأخص حقوق النساء والأطفال ذات الاحتياجات الخاصة والفئات الهشة،
- تقديم التوصيات والمقترحات والإجراءات التي تعزز البناء الديمقراطي وتساهم في بناء دولة القانون،
- التوصيات والمقترحات المتعلقة بالإصلاحات السياسية والإدارية والاقتصادية والأمنية والقضائية والإعلامية والتربوية والثقافية وغيرها التي تراها ضرورية لتجنب العودة إلى القمع والاستبداد وانتهاك حقوق الإنسان وسوء التصرف في المال العام.

وعملا بأحكام الفصل 67 المذكور، وبعد المداولات بالجلسة العامة المنعقدة بتاريخ 30 ديسمبر 2018 والمصادقة على التقرير الختامي الشامل برمته، تم نشر التقرير الختامي الشامل لهيئة الحقيقة والكرامة بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية عدد 59 المؤرخ في 20 جوان 2020. ووفقا لأحكام الفصل 68 من القانون الأساسي للعدالة الانتقالية سالف الذكر "تختتم أعمال الهيئة بنهاية الفترة المحددة لها قانونا وتسلم كل وثائقها ومستنداتها إلى الأرشيف الوطني أو إلى مؤسسة مختصة بحفظ الذاكرة الوطنية تحدث للغرض".

وتجدر الإشارة بخصوص المعطيات ذات الصلة بالأرشيف والوثائق الخاصة بهيئة الحقيقة والكرامة، إلى أنه تم حفظها وتأمينها، وذلك وفقا للتراتب والإجراءات الجاري بها العمل في المجال، ووضعها على ذمة القضاء لإنارة سبيل العدالة.

أضف إلى ذلك، وفي خصوص الإجراءات القضائية المتخذة بناء على أعمال الهيئة، فتجدر الملاحظة أنه تبعا لقرار مجلس نواب الشعب الصادر عن جلسته العامة المنعقدة بتاريخ 26 مارس 2018 والمتعلق بعدم التمديد لعمل الهيئة المعنية بموجب انتهاء الفترة القانونية لعملها، تم بتاريخ 24 ماي 2018 إصدار بيان مشترك بين وزارة العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان ورئاسة هيئة الحقيقة

والكرامة قصد تحديد الالتزامات القانونية المحمولة على الهيئة والمتمثلة أساسا في إحالة الملفات المتعلقة بالانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان على الدوائر القضائية المتخصصة التي تم التوصل إلى إرسالها طبقا لمقتضيات قانون العدالة الانتقالية بكل المحاكم الابتدائية المنتصبة بمقرات محاكم الاستئناف وأخرها المحدثة بمقتضى الأمر الحكومي عدد 1382 المؤرخ في 19 ديسمبر 2016، مع إحالة التقرير الختامي الشامل على كل من رئيس الجمهورية ورئيس مجلس نواب الشعب ورئيس الحكومة.

(V) التدابير المتخذة لتمكين الصحفيين والمدافعين عن حقوق الإنسان، بما في ذلك المجتمع المدني وكل الناشطين في هذا المجال، من العمل في بيئة ملائمة وممارسة أنشطتهم المشروعة دون خوف من أعمال التحرش أو الوصم أو التجريم:

من الناحية القانونية يضمن الدستور وتحديدًا الفصل 37 منه حرية الرأي والفكر والتعبير والصحافة والإعلام والنشر، وطبقًا لأحكام الفصل 55 تمارس هذه الحريات مع مراعاة الضوابط القانونية التي تقتضيها المحافظة على الأمن العام أو الدفاع الوطني حيث "لا توضع قيود على الحقوق والحريات المضمونة بهذا الدستور إلا بمقتضى قانون ولضرورة يقتضيها نظام ديمقراطي ويهدف حماية حقوق الغير أو لمقتضيات الأمن العام أو الدفاع الوطني أو الصحة العمومية. ويجب ألا تمس هذه القيود بجوهر الحقوق والحريات المضمونة بهذا الدستور وأن تكون مبررة بأهدافها، متناسبة مع دواعيها". وتمتد هذه الحرية لتشمل الحق في الإعلام والحق في النفاذ إلى المعلومة بما في ذلك في الفضاء الرقمي والافتراضي المكفولين بالدستور حيث نص الفصل 38 منه على "تضمن الدولة الحق في الإعلام والحق في النفاذ إلى المعلومة. تسعى الدولة إلى ضمان الحق في النفاذ إلى شبكات الاتصال".

أضف إلى ذلك، يضمن المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات في فصله الأول حرية تأسيس الجمعيات والانضمام إليها والنشاط في إطارها وإلى تدعيم دور منظمات المجتمع المدني وتطويرها والحفاظ على استقلاليتها.

كما يتضمن المرسوم عدد 115 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 المتعلق بحرية الصحافة والطباعة والنشر أحكاما تتعلق بالتالي:

- تكريس حرية التعبير: وذلك من خلال التنصيص على أن "الحق في حرية التعبير مضمون ويسارس وفقا لبنود العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية وبقيّة الموائيق الدولية ذات العلاقة المصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية وأحكام هذا المرسوم، ويشمل الحق في حرية التعبير حرية تداول ونشر وتلقي الأخبار والآراء والأفكار مهما كان نوعها، ولا يمكن التقييد من حرية التعبير إلا بمقتضى نص تشريعي وبشرط أن تكون الغاية منه تحقيق مصلحة مشروعة تتمثل في احترام حقوق وكرامة الآخرين أو حفظ النظام العام أو حماية الدفاع والأمن الوطني وأن تكون ضرورية و متناسبة مع ما يلزم اتخاذه من إجراءات في مجتمع ديمقراطي ودون أن تمثل خطرا على جوهر الحق في حرية التعبير والإعلام."
- تكريس الحماية القانونية لمصادر الصحفي: وذلك من خلال التنصيص على أنه "تكون مصادر الصحفي عند قيامه بمهامه ومصادر كل الأشخاص الذين يساهمون في إعداد المادة الإعلامية محمية، ولا يمكن الاعتداء على سرية هذه المصادر سواء بصفة مباشرة أو غير مباشرة إلا إذا كان ذلك مبررا بدافع ملح من دوافع أمن الدولة أو الدفاع الوطني وخاضعا

لرقابة القضاء"². وكذلك التنصيص على أنه "يعتبر اعتداء على سرية المصادر جميع التحريات وأعمال البحث والتفتيش والتنصت على المراسلات أو على الاتصالات التي قد تتولاها السلطة العامة تجاه الصحفي للكشف عن مصادره أو تجاه جميع الأشخاص التي تربطهم به علاقة خاصة"³. كما يضيف هذا الفصل أيضا أنه "لا يجوز تعريض الصحفي لأي ضغط من جانب أي سلطة كما لا يجوز مطالبة أي صحفي أو أي شخص يساهم في إعداد المادة الإعلامية بإفشاء مصادر معلوماته إلا بإذن من القاضي العدلي المختص وبشرط أن تكون تلك المعلومات متعلقة بجرائم تشكل خطرا جسيما على السلامة الجسدية للغير وأن يكون الحصول عليها ضروريا لتفادي ارتكاب هذه الجرائم وأن تكون من فئة المعلومات التي لا يمكن الحصول عليها بأي طريقة أخرى"⁴.

- تكريس حماية خاصة للصحفيين: وذلك من خلال التنصيص على أنه "لا يجوز أن يكون الرأي الذي يصدر عن الصحفي أو المعلومات التي ينشرها سببا للمساس بكرامته أو للاعتداء على حرمة الجسدية أو المعنوية"⁵، ويشكل ذلك تحديدا من السلطة التقديرية للقاضي التي تخول له التأويل فيما يتعلق بالقضايا التي يتهم فيها صحفيون، كما تم التنصيص أيضا حول هذا الموضوع على أنه "لا تجوز مساءلة أي صحفي على رأي أو أفكار أو معلومات ينشرها طبقا لأعراف وأخلاقيات المهنة كما لا تجوز مساءلته بسبب عمله إلا إذا ثبت إخلاله بالأحكام الواردة بهذا المرسوم"⁶. كما تم أيضا التنصيص في نفس السياق على عقوبات جزائية تجاه "كل من أهان صحفيا أو تعدى عليه بالقول أو الإشارة أو الفعل أو التهديد حال مباشرته لعمله"⁷.

أضف إلى ذلك كرس المرسوم عدد 116 لسنة 2011 المؤرخ في 2 نوفمبر 2011 حرية الاتصال السمعي والبصري وأحدث هيئة عليا مستقلة للاتصال السمعي والبصري. أما من الناحية العملية، فتجدر الإشارة في هذا السياق، إلى أنه تم صلب وزارة الداخلية إحداهن الإدارة العامة لحقوق الإنسان، وذلك بمقتضى الأمر الحكومي عدد 737 لسنة 2017. وتتلقى هذه الإدارة الشكايات في مجال حقوق الإنسان وتعالجها كما تتولى الإنصات والإرشاد والتوجيه.

هذا إضافة إلى الدور الموكول لمكتب الإعلام والاتصال بالديوان الذي يتولى وفقا لمشمولاته ربط الصلة بوسائل الإعلام وتنظيم العلاقة بينها وبين هيكل الوزارة، وتسانده في ذلك مكاتب اتصال وإعلام قطاعية بأسلاك الأمن الوطني والحرس الوطني والحماية المدنية بما يعكس حرص الوزارة على مزيد تطوير سياستها الاتصالية لما لها من دور جوهري وفعال في دعم مسار إرساء مبادئ وقيم حقوق الإنسان وسيادة القانون وتكريس ثقافة التعاون والشراكة مع كافة مكونات محيطها من المهتمين بالشأن الأمني بما في ذلك الصحفيين والإعلاميين وذلك وفقا لمتطلبات القانون.

كما تولت وزارة الداخلية في إطار تطبيق مقتضيات القانون الأساسي عدد 22 لسنة 2016 المؤرخ في 24 مارس 2016 المتعلق بالحق في النفاذ إلى المعلومة تعيين مكلف بالنفاذ للتعهد بتلقي مطالب النفاذ إلى

المعلومة المعنية